



Education: le message de Blanquer est "brouillé", pour le principal syndicat du secondaire

Paris, 31 août 2017 (AFP) -

Le SNES-FSU, premier syndicat des enseignants du second degré, a estimé jeudi que le message du nouveau ministre de l'Education était "brouillé", avec d'un côté un certain pragmatisme et des gages donnés aux conservateurs, de l'autre un discours plus prudent mais manquant d'"élan".

"Pour l'instant nous sommes assez circonspects et inquiets", "on manque d'un discours qui donne un élan", a résumé Frédérique Rolet, la secrétaire générale du syndicat lors d'une conférence de presse.

Analysant les propos de Jean-Michel Blanquer, qui a multiplié les sorties médiatiques depuis son arrivée au gouvernement, elle a relevé une différence entre, d'un côté, un "certain pragmatisme, avec une volonté de donner quelques signaux aux franges les plus conservatrices du monde éducatif", et de l'autre "un discours très prudent sur une école de la confiance".

Parmi les signaux lancés aux conservateurs, Mme Rolet a cité "les polémiques inutiles sur le pédagogisme et l'égalitarisme, qui auraient sinistré notre système éducatif" ou le fait d'affirmer que 100% des enfants doivent savoir lire à la fin du CP, ce qui est "depuis longtemps un objectif partagé par tous", a-t-elle rappelé.

Par ailleurs, dans ses livres, le ministre s'est distingué en prônant "un modèle d'école néolibérale" et une "fétichisation des neurosciences", a souligné Mme Rolet. Au final, le message est "brouillé", selon elle.

Le syndicat s'inquiète par ailleurs de l'autonomie conférée aux établissements, que le ministre semble vouloir accentuer. "Des études ont montré que plus on accroît l'autonomie, plus on renforce les inégalités", en créant des établissements à plusieurs vitesses, a mis en garde Mme Rolet.

Dans le second degré, le syndicat n'a à l'inverse pas relevé de mesures en faveur d'une réduction des inégalités.

Il s'interroge sur la mesure annoncée des "devoirs faits" au collège à partir de la Toussaint: "Est-ce que ce sera plus que des études surveillées ?" et "Avec quels intervenants ?"

Il s'inquiète aussi d'une nouvelle hausse des effectifs, notamment en terminale et en sixième, de tailles de classes qui "augmentent de manière inconsidérée" (avec une moyenne de 30 élèves par classe contre 28 il y a cinq ans) et de 1.303 postes de profs non pourvus à la rentrée.

ito/fmp/fm

Afp le 31 août 17 à 13 36.